

EXCHANGES ÉCHANGES INTERCAMBIOS SCAMBI

N° 76, 2002/1

* Présentation	1
* Origines historiques de notre Engagement jésuite pour la Justice	3
Paschal Mwijage, S.J., Afrique Orientale	
* « Demandez la paix pour Jérusalem »	6
* « Pour un Temps de Justice »	
Les Assises de l’Apostolat Social	7
Jean-Noël Audras, S.J., France	
* « Expliquer nos propres pourquoi »	
Une culture des vocations propre à la Compagnie (suite)	13
Miguel Cruzado, S.J., Pérou	
* Sur le SIDA en Afrique	16
Joseph Arimoso, S.J., Kenya	
* Une vocation à l’écologie et à la Compagnie	17
Christoph Albrecht, S.J., Suisse	
* Recension : <i>Société Civile et Pauvreté</i>	19
Fernando Franco, S.J.	
* Une lettre ouverte à George W. Bush	25

Promotio Iustitiae est publié par le Secrétariat de la Justice Sociale de la Curie Généralice de la Compagnie de Jésus à Rome et imprimé sur papier sans chlore (TCF). *PJ* est disponible en français, anglais, espagnol et italien.

Si vous souhaitez recevoir *PJ*, il vous suffit de communiquer votre adresse à l'éditeur (en indiquant la langue préférée).

Promotio Iustitiae est disponible aussi sur le World Wide Web à l'adresse :

www.sjweb.info/sjs

Si quelque idée vous a frappé dans ce numéro, une brève réaction de votre part sera bien accueillie. Pour envoyer une lettre à *PJ* en vue de la publication dans une prochaine livraison, veuillez utiliser l'adresse ou le numéro de fax ou encore le courrier électronique indiqué sur la couverture.

La reproduction d'articles est encouragée en citant *Promotio Iustitiae* comme source ainsi que l'adresse. Merci de nous envoyer une copie.

Michael Czerny, S.J.
Éditeur

PRÉSENTATION

Ce numéro de *Promotio Iustitiae* s'ouvre avec une bonne nouvelle et une annonce officielle. Le poste de Secrétaire de la Justice Sociale, une position que j'occupe depuis le début de 1992, passe aux mains du Père Fernando Franco. Le Père Général écrit :

Je suis heureux de vous annoncer la nomination du Père Fernando Franco (Province du Gujarat) comme successeur du Père Michael Czerny (Province du Canada Supérieur) comme cinquième Secrétaire pour l'Apostolat Social de la Compagnie de Jésus.

Le Père Franco arrive à ce poste alors qu'il est directeur de recherche à l'Institut Social Indien (New Delhi), charge qu'il occupe depuis 1999, et comme supérieur de sa communauté jésuite. En 1981 il a achevé un doctorat en économie à l'Université de Bombay, puis il a enseigné l'économie au St. Xavier's College, Ahmedabad (Gujarat), dont il a été, plus tard, aussi le Recteur. En 1982 il a rejoint le Behavioural Science Centre, Ahmedabad, où il s'est impliqué dans la création et la conduite de programmes pour animateurs ruraux. Il a fait des recherches sur la pauvreté et sur les organisations de castes et du monde rural. En 1995 il a participé à la CG 34 en tant que délégué élu de la Province du Gujarat. Je suis reconnaissant à la Province et au Provincial de rendre disponible le Père Franco pour cette nomination pour le bien le plus universel de la Compagnie.

Au Père Czerny j'exprime ma sincère gratitude au nom de toute la Compagnie pour le généreux service qu'il a offert pendant plus de dix ans, tout d'abord en aidant à préparer la 34ème Congrégation Générale, et ensuite en travaillant beaucoup pour le renouvellement de l'apostolat social et l'ébauche de ses *Caractéristiques*. Le Congrès de Naples en 1997 reste un événement mémorable.

Comme Secrétaire de la Justice Sociale, le Père Czerny a favorisé un renouvellement ferme et crucial de l'apostolat social, offrant soutien et conseils aux coordinateurs partout dans la Compagnie, et il a contribué à la mise en oeuvre progressive de la dimension sociale de notre mission. Il a aidé à la naissance de plusieurs réseaux de justice sociale et a encouragé de jeunes Jésuites intéressés par ce ministère, à commencer par les trois Italiens qui ont fait leur régence au Secrétariat. Tout en continuant la publication *Promotio Iustitiae*, y compris le populaire « *Nous vivons dans un monde brisé* » sur l'écologie, il a lancé les bulletins électroniques *POINTS* et *HEADLINES*.

Au Père Czerny nos remerciements, et au Père Franco une chaleureuse bienvenue fin septembre à Rome où il devient le Secrétaire de la Justice Sociale en ce nouveau millénaire marqué partout par de fortes tensions sociales et de profonds problèmes structurels. Né et éduqué en Espagne, formé et entraîné dans la Compagnie en Inde, il aidera certainement les jésuites et collègues du ministère social partout dans le monde à poursuivre le processus de renouvellement et de développement bien amorcé. Que Dieu bénisse son travail, qui commencera officiellement le 3 décembre 2002, jour de la fête de Saint François Xavier.

Cordialement vôtre,

Peter-Hans Kolvenbach, S.J.
Supérieur Général

En ce jour de la fête de la Bienheureuse Vierge Marie
Mère de la Compagnie de Jésus
Rome, le 22 avril 2002

À cette annonce officielle je voudrais ajouter mes remerciements aux lecteurs de *Promotio Iustitiae*, qui même avant l'arrivée d'internet, ont toujours constitué une sorte de communauté virtuelle et internationale de foi, de solidarité et d'espérance. Il a toujours été un privilège (et parfois une joyeuse charge !) d'être à votre service en tant que rédacteur.

Quant à mon avenir personnel il reste encore incertain mais je demeure assuré que le Seigneur prépare déjà la prochaine étape de ma vie au sein de la Compagnie de Jésus et en Lui je me fie. Durant ces prochains mois de transition je vous demande de vous souvenir spécialement dans votre prière de Fernando, de toute l'équipe du Secrétariat social et aussi de prier pour moi. Arrivederci !

Michael Czerny, S.J.
Éditeur

Origines historiques de notre Engagement jésuite pour la Justice¹

Paschal Mwijage, S.J.

S'adressant au Congrès International de l'Apostolat social de la Compagnie de Jésus le 20 juin 1997, le Père Peter-Hans Kolvenbach rappelait que « la clameur des pauvres a été entendue par Ignace et ses premiers compagnons de manière complètement naturelle et en même temps, il va sans dire, spirituelle. Il leur était inconcevable de se présenter comme compagnons de Jésus sans assumer son amour préférentiel pour les pauvres ». Illustrant cela, le P. Kolvenbach faisait valoir que les trois confrères

Jean-François Régis, José de Anchieta et Pierre Canisius –, tout en étant des apôtres exceptionnels, étaient en même temps et tout naturellement insérés dans la condition misérable des pauvres de leur temps. Ils ne l'étaient pas seulement par une charité d'aumônes donnée à droite et à gauche en contact direct avec la misère : ils intervenaient au niveau de la société, en organisant la bienfaisance et le travail, en créant des associations pour la défense des pauvres et en intervenant dans des questions économiques ou des discussions, par exemple, sur le droit de faire fructifier un capital².

Retour aux sources : un regard sur saint Ignace

Une fois la Compagnie fondée, Ignace et ses premiers compagnons se sont employés à apporter un soulagement matériel et spirituel à un grand nombre de personnes nécessiteuses, spécialement à Rome. Lorsque Ignace est devenu le Général, il n'a pas renoncé à son souci pour les œuvres d'apostolat direct. Même lorsque ses compagnons ont quitté Rome, envoyés dans des missions diverses par le Pape, le champ d'apostolat direct est resté pour lui celui de Rome. Cándido de Dalmasas, S.J., souligne : « On a peine à imaginer une entreprise, que ce soit au plan religieux ou au plan de l'assistance, où il ne travaille pas avec zèle et abnégation »³.

Cependant, lorsqu'on cherche les origines historiques de notre engagement jésuite pour la justice chez Ignace et ses premiers compagnons, il faut aller plus loin. On découvre qu'Ignace et ses premiers compagnons, non seulement s'engageaient eux-mêmes dans la situation misérable des pauvres de leur temps, ou à partir d'une simple bonté charitable inspirée par le contact avec la misère des gens : ils s'impliquaient aussi directement ou indirectement sur le plan social, en déployant tous les efforts pour obtenir un traitement plus juste, au regard de la justice sociale, pour les marginalisés, les opprimés et les exploités.

On en trouve des preuves dans les oeuvres auxquelles a participé Ignace : par exemple, au temps d'Ignace, les juifs à Rome étaient l'objet de traitements injustes ; ainsi au moment de leur baptême, ils étaient forcés de renoncer à tous leurs biens et de les remettre au Trésor Public comme signe de leur rupture totale avec le passé. En vertu de la coutume, « on confisquait aux juifs qui se convertissaient les biens qu'ils possédaient auparavant, tandis que leurs enfants étaient déshérités »⁴. Une telle exploitation non seulement rendait les conversions

¹ Cette brève étude des origines historiques de notre engagement jésuite pour la justice, originalement publiée en *Jesuits of Eastern Africa* (décembre 2000), est limitée au temps d'Ignace et des premières compagnons.

² Peter-Hans Kolvenbach, S.J., « Un amour pascal pour le monde », *Promotio Iustitiae* 68 (septembre 1997), 96.

³ Cándido de Dalmasas, S.J., *Ignace de Loyola : le fondateur des jésuites*, Paris : Le Centurion, 1984, p. 197.

⁴ Dalmasas, *Ignace*, p. 199.

difficiles ou tout au moins les prévenait, mais c'était en outre un vol légalisé. « Ignace travailla de toutes ses forces, intervint, usa d'influences et obtint enfin en mars 1542 que Paul III donnât le Bref *Cupientes Iudaeos* permettant aux juifs baptisés de garder leurs biens »⁵. Cette pratique de longue date, injuste, qui avait déjà été condamnée par le Pape Nicolas III en 1278, puis par Jean XXII en 1320, était de nouveau condamnée. Cette nouvelle disposition, à l'évidence, rendait pour les juifs le chemin de la conversion plus aisé.

Un autre exemple des efforts d'Ignace pour obtenir justice pour les pauvres concerne la mendicité : elle avait été interdite à Rome ; c'était un fléau social, dans lequel il était difficile de démêler besoins authentiques et escroquerie. Mais cette interdiction sans nuance avait eu pour effet d'aggraver la triste situation des vrais pauvres, puisqu'il n'existait pas alors de sécurité sociale. Le résultat fut que les pauvres, les malades, les vieux et les invalides remplirent les rues de Rome. Ignace aida ceux qu'il pouvait, mais pour lui, cette présence de charité ne suffisait pas. Décidant d'aller plus loin, il usa de son influence pour obtenir du Pape le Bref *Dudum per nos* (1542), qui assouplissait l'interdiction et créait la Société des Orphelins, qui prit en charge les pauvres qui étaient malades ou invalides...⁶

Nous savons aussi qu'Ignace s'est beaucoup employé à faire échec au mal de la prostitution. Dans la ville de Rome, les courtisanes étaient une classe exploitée, maintenue et méprisée ; non seulement Ignace orientera ses efforts de charité vers elles, mais il se battra durement pour les libérer, en tant que groupe, des structures injustes qui les opprimaient ou les traitaient de manière discriminatoire. Il existait déjà des institutions qui leur venaient en aide ; mais elles ne prenaient en charge, de manière injuste, que celles qui acceptaient de passer le reste de leur vie comme pénitentes dans un ordre religieux, ou celles qui exprimaient l'intention de prononcer des vœux religieux. Par conséquent, ces institutions ne répondaient pas à tous les besoins, car elles avaient été fondées essentiellement pour des femmes seules. Ignace a fondé le centre de Sainte Marthe dans lequel étaient admises non seulement celles qui désiraient entrer en religion comme pénitentes, mais aussi les autres, qu'il s'agisse de femmes mariées qui avaient été abandonnée par leur mari, ou de celles qui souhaitaient se marier⁷.

O'Malley nous rapporte qu'au 16ème siècle, les prisonniers étaient regroupés en deux catégories : les débiteurs et les personnes qui attendaient d'être jugées ou exécutées. A Rome, aux environs de 1550, plus de la moitié de ceux qui étaient détenus étaient des débiteurs des classes les plus pauvres, même si les classes supérieures étaient également très endettées⁸. A Venise, Rome ou ailleurs, les longs délais pour les procès ou les jugements, l'inefficacité ou la corruption des fonctionnaires, attiraient l'attention des gouvernants et des activistes religieux. Cette situation explique le caractère qu'a pris l'engagement social jésuite vis à vis des prisonniers. Ils n'ont pas agi simplement par bonté, en leur prêchant et enseignant le catéchisme, en les entendant en confession, en leur apportant de la nourriture et en quêtant des aumônes en leur faveur ; ils se sont également engagés à un niveau social en s'efforçant d'intervenir pour les libérer. Ainsi les efforts des jésuites en Italie et en Espagne visaient à libérer les débiteurs, en quêtant des aumônes destinées à rembourser leurs crédateurs, ou en traitant directement avec les crédateurs eux-mêmes.

⁵ Pedro Arrupe, S.J., *Enracinés et fondés dans la charité*, *Acta Romana* 18 (1982), n. 38 ; p. 521 ; voir Dalmases, *Ignace*, p. 199 ; John W. O'Malley, S.J., *The First Jesuits*, Cambridge/London : Harvard University Press, 1994, pp. 188-92.

⁶ Voir Arrupe, *Enracinés et fondés dans la charité*, n. 39, p. 521.

⁷ Voir Arrupe, *Enracinés et fondés dans la charité*, n. 40, pp. 521-2 ; Dalmases, *Ignace*, pp. 200-01 ; O'Malley, *The First Jesuits*, pp. 178-85.

⁸ Voir O'Malley, *The First Jesuits*, p. 173.

Parfois ils intervenaient avec succès pour réduire les peines des criminels reconnus coupables ; et dans quelques occasions ils obtinrent que les peines de mort soient suspendues et les prisonniers libérés, comme pour une femme condamnée à la peine capitale pour adultère à Valladolid en 1551⁹. Cependant O'Malley admet que les jésuites n'avaient pas de plan de réforme du système parce qu'une « réforme de la prison » était tout aussi difficile à mettre en œuvre au 16ème siècle qu'elle l'est aujourd'hui.

Conclusion provisoire

Dès lors, nous pouvons conclure provisoirement que, pour Ignace, la charité exercée sur une base personnelle n'est pas suffisante. Pour lui la charité a une dimension sociale, dérivant non seulement de son caractère universel, mais aussi de la condition des hommes. Donc la foi d'Ignace, inspirée par la charité, le conduisait à se battre au nom de la justice en faveur des juifs opprimés, des mendiants et des courtisanes. La spiritualité ignatienne, en ce sens, pouvait être décrite comme une approche d'accomplissement de la foi¹⁰. La conduite pratique qu'a eue Ignace dans cette question du lien inséparable entre foi et charité a une valeur déterminante pour nous jésuites : elle reflète la mission et la motivation principale de la Compagnie aujourd'hui, qui ne devait pas s'efforcer seulement d'obtenir son propre salut et d'atteindre sa perfection, mais aussi ceux de son prochain, en visant la défense et la propagation de la foi, ainsi que le progrès des âmes dans la vie chrétienne (*Formule de l'Institut*). Nous devons maintenant nous demander ce qu'Ignace voulait dire, lorsqu'il assigna comme principale mission à la Compagnie la défense et la propagation de la foi, quelle est la nature de cette foi dont Ignace nous a confié la défense et la propagation, et ce qu'il entendait par promouvoir la vie chrétienne et ses principes.

Pascal Mwijage, S.J.
Hekima College
P.O. Box 21215
Nairobi
KENYA

+254 2 570 972 (fax)
<pmwijage@eudoramail.com>

+ + + + +

⁹ *Ibid.*, p. 174.

¹⁰ Voir Avery Dulles, S.J., "Faith in Relation to Justice," en John C. Haughey, S.J., ed., *The Faith that Does Justice : Examining the Christian Sources for Social Change*, New York /Toronto : Paulist Press, 1977, pp. 32-34.

« *Demandez la paix pour Jérusalem* » (Psaume 122,6)

Message des religieux aux responsables politiques d'Israël et de Palestine

C'est notre amour pour cette Terre et ses deux peuples qui nous pousse, nous religieux et religieuses de Terre sainte, d'expression arabe et hébraïque ainsi que de provenance internationale, à vous adresser humblement cette lettre. Nous vivons au sein de la communauté chrétienne locale qui est présente sur cette Terre depuis les débuts du christianisme. Avec nos frères et sœurs dans le Christ Jésus, nous voulons suivre la voie de la non-violence qu'il nous a enseignée et nous gardons l'espoir que la lumière triomphera des ténèbres.

Nous aimons le peuple juif, son histoire plurimillénaire et sa foi monothéiste. C'est lui qui nous a donné la Bible et avec elle la ferme conviction de la dignité unique de toute personne humaine, créée à l'image de Dieu. Nous rejetons absolument toute forme d'antisémitisme.

Nous aimons nos frères et sœurs musulmans, qui adorent le Dieu un, Tout-puissant et Miséricordieux et se réfèrent volontiers à Abraham, notre Père dans la foi. Ensemble, nous essayons d'entrer en dialogue respectueux avec tous les fils d'Abraham.

Nous essayons de traduire concrètement notre amour pour les deux peuples de cette Terre et notre solidarité avec les Eglises locales par nos institutions sociales, médicales, éducatives et charitables et notre but est de constituer un pont entre eux pour promouvoir la justice, la paix et la réconciliation. La prière continuelle pour la paix et le bien-être de tous occupe une place centrale dans notre vocation religieuse.

En raison des liens anciens et forts qui unissent ces deux peuples à la même Terre, nous ne voyons pas d'autre solution que le partage et la collaboration. Par amour d'Israël et par amour de la Palestine, nous unissons notre voix à celle du monde entier qui crie : Arrêtez cette guerre ! C'est un cri d'amour que nous poussons. La violence n'arrêtera pas la violence. Seule la paix peut donner la sécurité à tous.

Il n'y a pas de paix sans justice ; pas de réconciliation sans pardon mutuel. Le Pape Jean-Paul II l'a rappelé dans son message pour la Journée mondiale de la Paix au début de cette année. Les souffrances atroces qu'ont connues cette Terre et tous ses habitants nous rappellent l'urgence de bâtir la paix ensemble chaque jour. Nous appuyant sur l'Écriture nous savons que la souffrance du Serviteur portera la guérison au monde entier (Isaïe 53,5).

Nous prions pour que la prophétie d'Isaïe se réalise : « On ne brandira plus l'épée nation contre nation, on n'apprendra plus à se battre. Venez, maison de Jacob, marchons à la lumière du Seigneur » (Isaïe 2,5).

Avec l'expression de notre profond respect,

Les religieux et religieuses de Terre Sainte

Vendredi, 26 avril 2002

Contact : P. David Neuhaus SJ +972 2 6241 203 (fax) ou <neuhaus@gm.net>

« Pour un Temps de Justice » Les Assises de l'Apostolat Social

Jean-Noël Audras, S.J.

1. Une expérience fondatrice

1.1. Un rapport nouveau : jésuites et amis

Nous venons de vivre **un temps de grâce**, un temps de consolation spirituelle : temps de partage fraternel, expérience d'un rapprochement dans un sentir commun. Nous nous sommes réunis sur la base d'un désir commun que le titre de ces Assises appelle *Justice*. Jésuites de la Province de France et amis (laïcs, religieux, religieuses, prêtres, jésuites d'autres Provinces), **ces trois jours nous ont mis les uns avec les autres dans un rapport nouveau** ; bien sûr, ce rapport, nous ne l'avons pas inventé, mais en vivant ensemble ce partage nous l'avons expérimenté, nous en avons fait l'exercice et il nous a été donné de l'éprouver et de l'entendre comme un appel : il nous faut choisir d'aller plus loin ensemble.

Une quarantaine de laïcs et quelques 110 jésuites ont partagé ces trois jours. Nous, jésuites, avons d'abord voulu **célébrer ce que nous vivons avec vous** : la proximité d'habitat dans des quartiers dits « difficiles », la collaboration sur des terrains associatifs, dans des institutions, l'engagement côte à côte où nous nous soutenons les uns les autres dans le travail pour l'espérance à rendre aux exclus de l'avenir, le partage de la prière, dans des lieux, des métiers, des situations civiles et sociales très diverses, dans un cadre ecclésial, jésuite, ou simplement social, dans un large éventail de responsabilités et de types d'engagement.

Que vous soyez religieux ou laïcs, jeunes ou moins jeunes¹, que vous soyez professionnels ou bénévoles dans des institutions où nous le sommes aussi, que vous fassiez partie de grands réseaux avec lesquels nous souhaitons travailler – réseaux des anciens élèves, réseaux des collègues, réseaux des mouvements de laïcs – que vous soyez des amis côtoyés dans des cités ou sur des terrains d'action sociale, que vous soyez éducateurs de jeunes en difficultés, ou que vous le soyez de jeunes bien intégrés dans le système de formation et dans la culture du pays, que nous nous connaissions depuis longtemps ou depuis peu, dans une longue ou dans une brève collaboration, que vous soyez habités par d'autres convictions religieuses que les nôtres, que, jésuites, vous soyez de telle ou telle autre Province, nous voulons **chercher avec vous comment faire pour que vienne un temps de justice**.

L'expérience de ces jours, c'est que nous éprouvons de la joie à partager, nous tous, ce que nous vivons pour ce temps de justice et que nous avons la certitude que tel est notre chemin. Il n'y en a pas d'autre. C'est **un chemin d'amitié qui nous est proposé dans cette mission qui nous rassemble**. L'apostolat social, l'engagement pour un temps de justice, n'est pas comme une chapelle latérale dans la mission de l'Eglise. **Vivre sa foi et s'engager pour la justice**, pour celui qui croit en Jésus-Christ sauveur, cela ne peut être séparé, **c'est un**.

¹ Les plus jeunes sont les membres des Jeunes Volontaires Européens (JVE) des deux équipes de Bordeaux et de Saint-Étienne.

1.2. Notre place à chacun dans la mission

Nous voulons nous-mêmes prendre des initiatives pour cette mission. Mais nous sommes heureux que **vous soyez moteurs sur ces terrains de l'action sociale**, que **vous nous appeliez à collaborer avec vous**, que vous nous fassiez signe pour que nous nous retrouvions attelés à un objectif commun dont vous êtes pleinement responsables :

- nous n'avons pas créé le réseau des centres ignatiens de formation alternatifs, mais nous nous réjouissons profondément de sa mise en place et de ce qui s'y accomplit. Nous sommes heureux d'y participer.
- nous n'avons pas créé l'atelier que fonde l'AFEPT², mais nous nous réjouissons de cette initiative que nous avons aidé à se monter sans pouvoir jusqu'à présent faire davantage.

Ce doit être une caractéristique de notre apostolat social, d'être **intégré dans des ensembles plus vastes**, des réseaux jésuites, apparentés, ou tout simplement autres (ecclésiaux, sociaux) mais auxquels nous sommes liés. Quand nous réfléchissons à tel ou tel engagement lourd que nous souhaitons prendre en raison de ce qu'il porte d'engagement pour la justice, intervient comme un élément central du discernement de la Province la question : cette œuvre, cette institution peut-elle **s'adosser à un groupe, une personne morale qui la soutienne en amont**, de sorte que nous ne soyons pas seuls à assumer cette charge car nous ne le pouvons plus ? Ce ne serait pas réaliste, trop risqué ou trop lourd dans l'avenir pour le corps de la Province de France si nous voulons garder mobilité et capacité d'initiative. Enfin, **l'altérité que nous vivons dans la proche collaboration avec d'autres est féconde pour nous et, j'espère, pour vous.**

Nous, jésuites, nous avons besoin d'être plus nombreux. Parfois, je dis qu'il nous faudrait au moins des entrées au noviciat « à deux chiffres » pour pouvoir être présents sur les terrains essentiels, inventer, prendre des initiatives. Cependant, à la fin de cette assemblée, je peux dire aussi : nous ne sommes pas seuls. Nous, c'est « vous et nous », nous sommes ensemble en charge de l'avenir d'un temps de justice, de l'apostolat social et de la mission. Nous, religieux, et vous, laïcs, **nous sommes ensemble l'Église, le peuple de Dieu. A chacun sa place dans l'unique mission que nous conduirons ensemble.** Sur ce point, je n'ai pas de souci.

1.3. Approfondir notre connaissance mutuelle et grandir dans l'unité d'esprit

Je reprends ici quelques thèmes exprimés ce matin :

- pour que nous vivions le partenariat entre jésuites et laïcs, il nous faut des références communes. **Nous devons aller jusqu'au partage de la spiritualité** ; nous devons vous proposer de connaître ce qui nous fait vivre, ce qui nous inspire – la spiritualité ignatienne qui n'est certes pas réservée aux religieux ou aux prêtres ! Il faut que nous nous retrouvions les uns les autres à ce niveau de reconnaissance mutuelle. Cela demande que les jésuites prennent des initiatives dans ce sens.
- nous avons aussi besoin de nous retrouver les uns les autres dans **des groupes ni trop nombreux, ni trop éclatés, dans lesquels la relation soit possible, une relation d'amitié**, de sorte que nous nous comprenions mieux et que nous nous stimulions dans nos apports spécifiques à l'œuvre commune. Et ces groupes, s'ils prennent le goût de

² Association pour la Formation et l'Éducation Permanente à Tivoli.

partager leurs expériences, leurs questions, les dynamismes qu'ils découvrent, pourront tisser des réseaux d'échange plus ou moins formalisés.

- les uns et les autres, nous intervenons tantôt comme des professionnels, tantôt comme des bénévoles. Il serait bon que nous travaillions ensemble à une **charte du bénévolat**, que nous réfléchissions au cadre et aux conditions qui sont nécessaires pour le travail des bénévoles, aux modes de relecture de leur engagement.

2. Quelques conditions pour l'engagement de notre Province

Dans cette situation de collaboration, il s'agit de notre côté d'**impulser dans toute la Province une dynamique de l'apostolat social plus claire et plus résolue.**

2.1. A quelles conditions évidentes mais utiles de rappeler :

- pour que le souci des pauvres habite fortement la Province dans toutes ses actions, il faut qu'il y ait **suffisamment de jésuites qui vivent et travaillent à temps plein avec les pauvres**, pour les comprendre, voir le monde avec leur regard et le partager avec le reste de la Province. A temps plein, cela veut dire dans une activité pastorale, sociale, militante ; cela ne se limite pas au fait de partager l'habitat. Il faut que des membres de la Province aient le désir d'être envoyés à temps plein dans cette mission et dans ce genre de vie et qu'ils le soient effectivement.
- pas d'apostolat social sans jésuites qui le demandent et le souhaitent profondément. Pas d'avenir de l'apostolat social sans des **jeunes jésuites disponibles** qui souhaitent s'engager au service de la justice. Qu'ils soient préparés à cela ! Qu'ils aient une bonne capacité de travailler en équipe – des équipes de jésuites et des équipes jésuites/laïcs – et en réseaux (jésuites ou non) ! Que leur désir soit accueilli par le corps de la Province !
- nous devons avoir l'esprit plus clair sur ce qu'est l'apostolat social dans notre mission de Province, dans le projet apostolique de nos communautés, et pour chacun d'entre nous. D'une part, **l'apostolat social est une dimension de chaque apostolat** ; d'autre part, **il s'accomplit dans des missions spécifiques auprès de populations privées de justice** (jeunes chômeurs et précaires, immigrés et sans papiers, prisonniers, populations marginalisées par l'habitat, monde gitan, etc.).
- l'apostolat social, c'est aussi :
 - **mettre en communication ceux que nous rencontrons dans nos apostolats différents**, par exemple faire que des jeunes « favorisés » reçoivent de jeunes « défavorisés » qui sont proches d'eux.
 - **témoigner auprès de ceux que nous rencontrons dans des activités qui ne sont pas immédiatement sociales, de notre goût pour l'apostolat social** et de ce que nous y recevons.
- nous devons nous former pour être davantage **capables de collaborer avec d'autres.**

2.2. Unité :

Notre assemblée a clairement manifesté cela : **l'unité de nos apostolats dans le service de la justice est fondée sur l'union des hommes et des femmes habités par ce souci, c'est d'abord l'union des cœurs.**

Il n'y a **pas non plus d'autre fondement à l'orientation de notre Province jésuite pour la justice que l'union de nos personnes dans ce souci.**

3. Dynamiques à l'œuvre

L'apostolat social, c'est **une dimension dans l'activité et la sensibilité de tout jésuite, quel que soit son apostolat.** Comme l'écrivait l'un d'entre nous : « que nous soyons des passionnés, des ferments de justice. Que cela soit, devienne une caractéristique des jésuites et de leurs amis, collaborateurs. » Il nous faut beaucoup de motivations soit pour nous engager auprès des pauvres, soit pour porter ce souci dans un univers qui en est loin et dans des tâches accaparantes. La question est : **comment cultiver, développer cette motivation ?** Les Assises sont un petit début de réponse, et les initiatives sociales de la Province³ sont le signe de notre désir de répondre à **l'avertissement du Père Général : n'en restons pas aux mots ; prenons garde de ne pas régresser par rapport au service de la justice.**

Plus encore que dans ces œuvres, nous trouvons l'encouragement dans **la joie reçue** sur le terrain de l'apostolat social :

- **Joie** de ceux et celles qui, engagés sur des terrains d'action sociale souvent éprouvants, reçoivent, pour eux-mêmes ou donnée à d'autres, **une bénédiction imprévue.**
- **Joie** de ce que reçoit une communauté jésuite pour sa propre vie quand elle s'ouvre à un groupe JVE. C'est un signe de ce que, comme corps, nous pouvons recevoir de **l'ouverture de notre vie quotidienne à d'autres.**
- **Joie** de ce que **produit l'Évangile** dans des groupes de quartier, chez des jeunes et des moins jeunes à travers de nouvelles manières de proposer le charisme de l'expérience spirituelle et de la pédagogie ignatiennes.
- **Joie de cette assemblée, de ce qu'elle représente** d'engagements, de services dans la longue durée, de collaborations, de connivence, d'amitié aussi entre les personnes.
- De cette joie témoigne aussi l'attrait qu'exercent sur **les jeunes jésuites** les communautés de Cergy et Saint-Denis, potentiellement en sureffectifs dans l'année qui vient.

Peut-être faudrait-il, en évitant démonstration et étalage, **faire mieux connaître les consolations reçues** dans la vie dans un quartier, dans la participation à une petite communauté de foi prise en charge par des habitants du lieu, consolations dans un rude camp de jeunes de banlieue, dans le travail dans le réseau ignatien des centres de formation alternatifs ...

³ Voir Jean-Noël Audras, S.J., « Commentaire sur le Status 200-2001 », *Promotio Iustitiae* 74 (2001/1), 27-28.

4. Résistances

Mais cet engagement se heurte en nous à des résistances. Parmi celles-ci :

- la **peur de ne pas savoir faire**, d'être d'une autre culture, d'être à jamais incapables de trouver les mots ;
- le sentiment qu'il faut **être quelqu'un d'un peu exceptionnel** ou qui ait un profil bien typé pour s'engager dans l'apostolat social ;
- la **mauvaise conscience** (nous disons un peu vite qu'elle est une mauvaise raison pour se décider !) ;
- peut-être aussi le fait que, **pendant longtemps l'apostolat social fut sinon exclusivement, du moins largement identifié à des groupes** tels que la Mission Ouvrière ou l'Action populaire ;
- la **difficulté d'unifier dans nos** apostolats la dimension sociale (justice) et la dimension spirituelle (expérience de Dieu) et de sentir intérieurement cette unité ;
- sans doute aussi le **manque de méthode, de savoir faire** dans ce domaine de l'action pour la justice alors que nous pensons en avoir plus dans le domaine spirituel.

5. Comment une communauté peut-elle faire le choix de s'engager et prendre une initiative dans l'apostolat social ? **Quelques pistes pour des communautés** qui voudraient le faire :

- d'abord **écouter à partir du terrain où l'on est**. Chercher à connaître notre ville, notre région : une communauté d'hommes qui a une histoire, une vie économique, culturelle, associative, politique, un lieu où se façonnent des modes de vie, des habitudes. Prendre le temps de se mettre à l'écoute, de découvrir, de se laisser affecter par cette vie.
- **repérer des besoins ; élaborer un projet communautaire ; vérifier la faisabilité**. C'est la communauté qui s'engage et qui délèguera tel ou tel de ses membres. Elle s'engage avec l'accompagnement et le soutien de la Province. De cette manière, la communauté se situe non comme la somme de réponses individuelles mais comme une réponse communautaire à une situation d'ensemble.
- **trouver des partenaires** (notamment agir en concertation avec le diocèse : négocier avec lui l'inscription de notre projet dans les orientations du diocèse).

Conclusions

Jésuites, puissions-nous **vivre l'apostolat social comme corps**, c'est à dire que, tous, nous ayons davantage le souci de cet apostolat, que nous nous y engageons de manière spécifique ou à travers d'autres types d'apostolat. **Cela demande à la fois des vocations personnelles, des décisions de communauté, des décisions de Province**. Cela ne passe pas seulement par des

créations institutionnelles ; l'essentiel est que la mission soit vécue dans le corps, que chacun profite de ce que l'autre vit, s'y intéresse et en soit solidaire.

Dans la situation actuelle de forte diminution ecclésiale en nombre et en capacité d'influer sur la société, nous devons nous engager dans une **Église diaconale** qui ne se replie pas sur elle-même. Que notre presbytérat n'aille jamais sans diaconat.

Cherchons et demandons comme une grâce que **s'unifient en nous la dynamique d'expérience spirituelle et la dynamique d'engagement social**. Depuis le Père Pedro Arrupe, nous avons de bons textes des Pères Généraux ou des Congrégations Générales pour nous inspirer.

Allons plus loin dans le sens d'un **partenariat plus explicite entre congrégations religieuses** pour réfléchir à nos présences dans des banlieues, ou à notre engagement sur des terrains sociaux. Dans ce sens, je me réjouirais que soit organisée **une rencontre des communautés de religieux et de religieuses vivant dans des « quartiers »**. Que cette rencontre soit un large partage et la célébration de tout ce que les uns et les autres vivent et de leurs joies !

Ce que nous avons vécu pendant ces trois jours est un **acte de connaissance et de reconnaissance mutuelles**. C'est dans cette reconnaissance, cet esprit commun que nous trouverons des forces pour avancer dans ce travail pour la justice. Il importe que nous cultivions cette reconnaissance dans des collaborations dynamiques entre laïcs et jésuites, de manières très diverses. Ceci est vrai au sein même de la Province : l'objectif est que tous les membres de la Province se reconnaissent de plus en plus dans ce souci de la justice, et que nous le vivions comme corps, soucieux que le corps fasse davantage, ce qui fait jouer à la fois les dynamiques personnelles, communautaires, régionales et celles de l'ensemble de la Province.

A la suite de cette rencontre, la consulte de Province poursuivra sa réflexion sur l'apostolat social ; elle s'efforcera d'analyser nos résistances, elle cherchera comment nous pouvons tendre à une plus grande clarté et répondre à l'appel du Père Général : avoir de grandes ambitions, ne pas nous cantonner à « des projets plus modestes et des approches limitées »⁴. Nous le ferons aussi dans **l'équipe d'animation de l'apostolat social** que je remercie très vivement, ainsi que la communauté de Saint-Étienne, pour la préparation de ces Assises.

Saint-Étienne, le 1^{er} mai 2001

Jean-Noël Audras, S.J.
Provincial de France
Maison Saint Régis
7 rue Beudant
75017 Paris
FRANCE

+33 1 4293 5831 (fax)
<provincial.france@jesuites.com>

+ + + + +

⁴ Peter-Hans Kolvenbach, S.J., *Sur l'apostolat social*, lettre du 24 janvier 2000 à toute la Compagnie, *Promotio Iustitiae* 73 (mai 2000), 19-24.

« Expliquer nos propres pourquoi » Une culture des vocations propre à la Compagnie (suite)¹

Miguel Cruzado, S.J.

Il est bon que *Promotio Iustitiae* publie des articles sur les vocations ! Une des surprises les plus gratifiantes de mon travail pour les vocations a été de constater l'intérêt et le soutien des jésuites engagés dans l'apostolat social pour les vocations. Cela est peut-être dû en partie au fait qu'ils ne travaillent pas directement auprès des jeunes ou encore que leur travail quotidien offre peu d'opportunités pour parler explicitement de notre spiritualité. Mais j'ai remarqué que lorsqu'ils ont la chance d'approcher des jeunes et de partager avec eux sur le plan spirituel, ils le font vraiment bien ! Ils deviennent eux-mêmes émotifs et ont un enthousiasme contagieux.

Lorsque des personnes font l'expérience du service social ou ont à faire face à un contraste culturel, c'est souvent le moment où une vocation naît ou se consolide. Il me semble que le témoignage des jésuites, qui ont la chance de travailler aux premières lignes de l'apostolat social avec des gens en situation difficile, a un potentiel très grand pour créer cette « perturbation *vocationnelle* ». En dépit du *boom* des communications, d'internet, etc., les jeunes d'aujourd'hui ont paradoxalement tendance à s'enfermer eux-mêmes dans leurs propres mondes sécuritaires. Mais s'ils font l'expérience du contraste, du service ou de la détresse sociale (dans lesquels les pauvres ne sont pas seulement des « types » ou de simples photographies) et s'ils sont en compagnie de jésuites qui leur parlent d'eux-mêmes, ces expériences sont alors très puissantes. Du moins je le constate au Pérou.

J'ai beaucoup aimé l'article du Père Uríbarri : « Racines d'une culture spécifiquement jésuite des vocations ». Il ne fait aucun doute que la façon dont nous vivons notre vie et notre façon de procéder peuvent attirer ou décourager des vocations. Je pense également que l'esprit spécifique de la Compagnie peut être extrêmement attrayant si nous le vivons, comme dit le texte, avec ferveur, avec un sens de l'Église et une grande espérance. Pas de doute là-dessus. Un jésuite qui vit sa vocation avec enthousiasme et fidélité est un grand promoteur de vocations. J'ai très peu à ajouter à cela et au reste de l'article tel qu'il est développé. Le lire me réjouit comme il le fait certainement pour chaque jésuite.

Néanmoins, en ce qui touche à la promotion des vocations, je pense que nous devons faire un pas de plus. Je crois que l'article présente les caractéristiques de notre vie et de notre tradition, mais toutes ces caractéristiques ne contribuent pas de la même façon à une « culture *vocationnelle* pour notre temps ». Les vocations naissent dans des contextes et des temps particuliers et concrets. Ainsi certaines caractéristiques exercent un attrait *vocationnel* plus ou moins important selon les cultures et les contextes. Chaque élément, ou caractéristique, est façonné par la culture dans lequel il baigne. Par exemple, la dévotion à Marie est vécue de multiples façons, avec des interprétations différentes symboliques et iconographiques du même langage.

Ce qui ne veut pas dire que toutes ces caractéristiques sont plus ou moins importantes pour nous et pour notre charisme ! Cela signifie seulement que certaines mobilisent, génèrent ou rendent possible une expérience de Dieu qui conduit quelqu'un à la question ou à la perturbation *vocationnelle*.

¹ Gabino Uríbarri, S.J., « Racines d'une culture spécifiquement jésuite des vocations », *Promotio Iustitiae* 75 (2001/2), 61-70.

Ce que je cherche à dire, c'est que je ne crois pas fondamentalement en une « culture *vocationnelle* propre de la Compagnie » qui est toujours, universellement et en elle-même « bouillon de culture » *vocationnelle*. Nous pouvons être très fidèles à notre charisme avec toutes ses caractéristiques et ne pas éveiller de vocations : le problème ne réside pas nécessairement en nous ou en notre fidélité. Lorsque j'ai commencé à travailler pour les vocations, j'ai été surpris de lire nombre d'analyses qui mettaient l'accent sur les limites de notre témoignage, pour expliquer dans une bonne mesure le problème des vocations. Mais je pense que ce que font mes compagnons est admirable ! N'est-ce pas ! Par contre, j'ai pu constater que notre vie avec toutes ses limites peut être extrêmement attrayante pour les jeunes.

Peut-être ne réalisons-nous pas que cette auto-accusation subtile ne fait que nous rendre immobile. « Montrez-moi le super jésuite, fidèle à l'esprit de nos origines, capable d'attirer ces jeunes apathiques ? » Je pense que le nœud du problème n'est pas en nous. Le problème certes nous concerne mais il n'est pas en nous. Dans tous les cas, il n'est pas si tant lié à nos manquements, ou principalement à eux, qu'aux dimensions de notre vie telles que nous les présentons aux autres et les transmettons.

Vivre chacune des six caractéristiques mentionnées dans l'article avec ferveur, avec un sens ecclésial et une espérance profonde constitue la bonne terre où une vocation naissante peut être accueillie. Mais cela ne suffit pas pour éveiller les vocations ; c'est une « base » ou une « plateforme » ou encore un « terrain », je crois mais pas « le bouillon de culture ». C'est comme un point zéro, un présupposé nécessaire.

L'article ne dit pas grand chose sur les cultures des jeunes d'aujourd'hui. C'est cependant là que se joue sans doute le plus important. Evidemment, il ne s'agit pas de « blâmer » les jeunes pour l'absence de vocations (pas plus que les jésuites), mais si les vocations s'éveillent toujours au sein de cultures et de contextes particuliers, on ne peut en ce cas faire abstraction des analyses de ces cultures et de ces contextes pour établir une « culture *vocationnelle* pour notre temps ». La génération du fameux « bouillon de culture » *vocationnel* se joue à la croisée entre l'une ou l'autre « culture juvénile » et la « culture jésuite » qui est présentée et offerte aux jeunes.

En résumé, la première étape consiste à identifier les caractéristiques de la sous-culture des jeunes qu'on cherche plus particulièrement à rejoindre. La deuxième étape est d'identifier les dimensions, les caractéristiques etc. de notre vie et de notre tradition qui sont plus à même de rejoindre et de parler à la culture des jeunes, les encourageant à sortir d'eux-mêmes et à aborder la question de la vocation. Ce qui suit ce sont les stratégies de promotion et, finalement et de façon décisive, les aptitudes particulières et l'appel du Seigneur.

Il ne s'agit pas de connaître les jeunes pour voir comment les convaincre. Non. Pas plus qu'il ne s'agit d'améliorer notre vie de manière à la leur rendre plus attirante. Il s'agit de connaître les jeunes et de voir quelles sont les dimensions de notre vie qui peuvent mobiliser quelque chose en eux qui accroche avec notre vocation et notre style de vie. Cela signifie qu'il y a des dimensions de leur culture, bien que bonnes en elles-mêmes, qui ne cadreront avec notre vie, et il y a des dimensions de notre tradition et de notre façon de procéder qui ne réussiront pas non plus à parler à leur quête *vocationnelle* ; et cela, peu importe l'importance que nous y

accordons, nous n'arrêtons pas pour autant de les vivre. Car elles ne seront pas notre bannière culturelle sous laquelle ils s'engageront, comme le Père Uríbarri l'a dit dans un texte antérieur².

Il s'agit de libérer les inerties qui nous habitent et qui habitent les jeunes. Mais pareillement et résolument il s'agit de trouver des synergies entre la culture jésuite et l'une ou l'autre sous-culture des jeunes. La question consiste à savoir quelles dimensions ou caractéristiques de notre vie et de notre tradition peuvent secouer les inerties et renforcer les synergies en relation avec la question *vocationnelle* et l'enthousiasme possible pour suivre Jésus dans la Compagnie.

En dépit de ce que j'ai dit, il est important de noter que toute cette affaire de « cultures des jeunes » n'est pas facile à digérer et à assumer. Les formations culturelles des jeunes sont toujours par définition :

- transitoires (être jeune est une étape de la vie, d'où l'on sort vite et inévitablement) ;
- faibles (le sexe, la classe sociale, l'endroit, etc. génèrent des identités beaucoup plus fortes ; il est fréquent de trouver plus de ressemblance entre un jeune et un adulte du même secteur social qu'entre deux jeunes de différents secteurs sociaux) ; et
- dépendantes et hétérogènes (il s'agit d'un temps de configuration de l'identité, empruntant alors ici et là, répétant des arguments divers, ayant des enthousiasmes contradictoires et beaucoup de mal à expliquer leurs propres pourquoi, etc.).

Ainsi il est inacceptable et impossible de vivre avec notre regard fixé sur les jeunes et de continuellement nous adapter aux éléments transitoires, faibles et dépendants de la culture des jeunes. Je crois qu'il s'agit plutôt de voir dans les jeunes « ce quelque chose de notre culture qui est en train de se forger, d'être façonné, tissé, préfiguré ». La richesse des cultures de la jeunesse est, qu'à travers elles, nous entrevoyons comment la culture dans son sens large est en train de changer de direction et comment elle se refaçonne. C'est à ces signes que nous devons être attentifs. Et alors, comme notre Père Ignace et ses premiers compagnons, pendant que nous avançons à travers notre époque, puisse les jeunes voir en nous, non pas leur propre image, mais quelque chose à laquelle ils puissent aspirer et qui – même s'ils l'ignorent – bat déjà en eux.

Miguel Cruzado, S.J.
Centre Sèvres
35bis rue de Sèvres
75006 Paris
FRANCE

+33 1 4439 7802 (fax)
<miguelsj@yahoo.com>

+ + + + +

² Gabino Uríbarri, S.J., « Bureau de recrutement », *Promotio Iustitiae* 65 (septembre 1996), 83-87.

Sur le SIDA en Afrique

Joe Arimoso, S.J.

Un vent noir hurle à travers
La terre porteuse de malédictions
Quel est ce vent qui porte en lui
D'incontrôlables chants funèbres ?

Le fruit tendre tombe
Sur le sol, trop vert
Et le vent sombre l'emporte
Dans la blessure béante de la terre
Laisse les branches trembler de solitude
Les anciens rochers être témoins
La terre verdoyante n'est plus
Écorchée de douleur
Monceaux de terre qui surgissent
Dans des champs riches d'ossements
Alors que les âmes rebelles dorment
Dans une quiétude impuissante
Le tambour triste
N'en peut plus de gémir

Quand est-ce que Tu libérera
Ces esprits tourmentés
De ce cauchemar sans issu ?

Ramène l'espoir faiblissant
Toi qui insuffle
La vie au cœur des os desséchés
Baigne les champs arides
D'une sainte fertilité
Fait plier les branches solitaires
Sous l'abondance du fruit
Viens à l'aube et chasse
Le vent noir de la peste
Hâtes-Toi et révèles-Toi
Aux cœurs meurtris
Enfoncés dans l'ébène tourmentée
Qu'ils soient guéris
Par le contact de Ta main cachée.

Joseph Arimoso, S.J.
Hekima College
P.O. Box 21215
Nairobi, 00505 KENYA

+254 2 570 972 (fax)
<joearimoso@yahoo.com>

Une vocation à l'écologie et à la Compagnie

Christoph Albrecht, S.J.

Il y a douze ans, durant le noviciat à Innsbruck, j'ai appris que la motivation pour entrer dans la Compagnie est pure si elle a son origine et sa suite dans le désir de suivre le Christ.

Il y a dix-neuf ans j'étais apprenti-employé dans une entreprise d'appareils électriques, et je participais à un groupe de jeunes de ma paroisse, où nous partageons nos espoirs et nos préoccupations sur notre avenir et celui du monde.

Durant ces années j'ai pris conscience que les produits industriels ne sont pas tous valables pour le progrès humain, et que les forêts qui sont nécessaires à notre vie sont en danger d'être détruites pour toujours. Cela est devenu fort important pour l'orientation de ma vie. Dans le groupe de jeunes, je commençais à discuter de ces problèmes dont nous sommes tous responsables dans cette société de consommation. Dans l'usine je regardais avec scepticisme tout ce qui coûtait de l'énergie ou produisait des déchets. De plus en plus je me posais la question : que faire après les quatre ans d'apprentissage ? Une chose a été claire pour moi, je ne pouvais imaginer travailler au progrès technologique du monde, pendant des années, dans une entreprise, sans avoir la possibilité de faire quelque chose de valable pour le progrès de l'homme.

A l'âge de dix-huit ans, mes parents m'encouragèrent à passer mon permis de conduire pour voitures. Je refusai cette offre avec la conviction de pouvoir convaincre les gens en adoptant un style de vie plus simple et en en donnant des signes concrets et interpellants dans ma propre vie.

Par le partage dans le groupe de jeunes et dans des groupes de méditation, se formait en moi le courage de pouvoir garder mon idéal : mon désir de changer le monde. Au même moment, j'ai commencé à voir comment s'introduit l'injustice sociale et comment elle est liée à l'égoïsme de ceux qui jouissent de privilèges.

La tension entre le monde où règnent et la justice et le respect envers toutes les créatures, d'un côté, et la société comme je l'ai perçue, de l'autre, se révélait sans solution sauf dans ce que je savais de la foi et de l'espérance chrétienne. Saint François d'Assise est devenu pour moi le grand exemple. La conviction que le sens de ma vie s'accomplirait si je vivais les mêmes attitudes que François était devenue évidente pour moi ; elle a marqué la quête de ma propre réalisation. Ma conviction forte est que je ne peux encourager les gens à vivre une vie simple, joyeuse, écologique et reconnue socialement, si moi-même je ne vis cette simplicité dans la joie, libre de toute crainte de perdre des avantages que m'apporterait une vie mondaine.

Il y a quinze ans j'avais l'intention d'entrer dans l'ordre des franciscains. Après une semaine chez eux, il était clair que ce n'était pas ce que j'avais cherché. J'ai commencé et terminé une formation d'ingénieur électrotechnique, avec la pleine conscience que je ne travaillerais jamais comme ingénieur, mais avec l'espoir de pouvoir mieux articuler des réflexions critiques envers certaines technologies ou entreprises.

Vers la fin de cette formation, la grande question pour moi était : dans quelle association pourrai-je faire le lien entre la spiritualité fondée sur l'espérance chrétienne et l'engagement concret pour l'environnement ? – Si je rentre, par exemple, dans Greenpeace, je cours le risque de rester seul ou

isolé avec mon souci spirituel. – Si je rentre dans une communauté chrétienne, je cours le risque de ne pas être entendu avec mes soucis écologiques. Chez les franciscains, j'avais perçu l'incohérence entre la liberté que vivait François et le style de vie de son ordre. Je faisais alors une découverte importante : les jésuites, eux n'ont pas de règles fixées une fois pour toutes, mais toujours selon leur mission dans le monde, où il s'agit de chercher les germes du Royaume de Dieu et ainsi collaborer à la transformation du monde.

C'est ainsi que j'ai trouvé le groupe que j'avais cherché. Dès sa fondation, la plus grande gloire de Dieu fut l'orientation fondamentale de la Compagnie de Jésus, gloire de Dieu à chercher et à trouver dans l'engagement pour la dignité de chaque être humain. Pour donner des réponses adéquates à chaque nouvelle situation historique, le principe d'ouverture et de liberté chez les jésuites (et non des règles qui n'ont de valeur qu'en elles-mêmes) est pour moi le signe que cet ordre religieux sera capable de donner aussi une réponse effective aux défis écologiques.

Mon expérience en ce qui concerne la question écologique dans la Compagnie de Jésus est marquée par deux leçons. Premièrement : j'ai vu des compagnons qui font une distinction telle entre le souci pour l'évangélisation et le respect envers la nature, que toute discussion sur des problèmes écologiques se terminait en polémique contre le souci des « Verts ». Deuxièmement : la prise de conscience de la relation constitutive entre l'engagement pour la foi et le combat pour la justice m'a sensibilisé aux divers aspects de l'injustice. Ainsi je découvre qu'il y a des injustices sociales et des injustices écologiques. Et souvent, c'est même le cas généralement, ceux qui souffrent d'injustices sociales sont aussi condamnés à vivre dans des conditions écologiquement non dignes.

La première leçon m'est douloureuse. La deuxième me montre des chemins dans le dialogue incontournable à l'intérieur même de la Compagnie. La 34^{ème} Congrégation Générale insiste sur l'impossibilité de séparer les quatre dimensions de la même et unique mission :

Pas de service de la foi sans
promotion de la justice,
entrée dans les cultures,
ouverture à d'autres expériences religieuses.

Pas d'inculturation sans
communication de la foi avec les autres,
dialogue avec d'autres traditions,
engagement pour la justice.

Pas de promotion de la justice sans
communication de la foi,
transformation des cultures,
collaboration avec d'autres traditions.

Pas de dialogue religieux sans
partage de la foi avec les autres,
évaluation des cultures,
souci pour la justice. (Décret 2, n. 19)

Cette prise de conscience m'encourage dans le dialogue avec les compagnons de ma communauté et de ma Province, et dans ma propre auto-interrogation sur mes motivations de vivre en compagnon de Jésus, et d'exercer mon discernement afin que mon souci de justice sociale et écologique soit purifié par mon désir de suivre le Christ, sans fanatisme et étroitesse, mais, s'il le faut, jusqu'au Calvaire.

Christoph Albrecht, S.J.
Herbergsgasse 7
4051 Basel
SUISSE

+41 61 264 6364 (fax)
<christoph.albrecht@jesuiten.org>

RECENSION D'UN LIVRE : *Société Civile et Pauvreté*

Fernando Franco, S.J.

Para Combatir la Pobreza la Sociedad Civil se Articula [La Société Civile s'organise pour combattre la pauvreté], Santo Domingo : Centro de Estudio Sociales Padre Juan Montalvo SJ, 2000, pp.380.¹

Je dois d'abord confesser la joie que j'ai éprouvée quand j'ai été invité à préparer une recension du livre en langue espagnol *Para Combatir la Pobreza* pour un auditoire international de jésuites et de leurs collaborateurs. Le livre est, sous plus d'un aspect, le résultat non seulement d'un séminaire tenu à Santo Domingo du 18 au 25 juin 2000 par 61 jésuites et des laïcs de l'Amérique Latine et des Caraïbes engagés dans l'action sociale, mais également un précieux instrument pour comprendre la réflexion en cours sur de nouvelles approches pour accompagner les pauvres et sur de nouvelles formes d'organisation sociale qui sont apparues sur le continent durant les dix dernières années. Le livre et les discussions du séminaire semblent refléter avec assez de justesse les points de vue de presque tous les pays de la région². Ce bref article est divisé en deux parties : un résumé des principaux arguments développés dans le livre, et une réponse critique par rapport aux perspectives de l'action sociale en Inde et en Asie. Les références au texte et les citations sont suivies d'un chiffre entre parenthèses correspondant à la page du livre.

Le livre est structuré autour de six chapitres, chacun traitant d'un thème différent et contenant quelques interventions suivies d'un résumé des discussions de groupe soulevées par ces mêmes interventions. L'ordre des thèmes développés dans le livre suit l'ordre dans lequel ces différents sujets ont été présentés et argumentés lors du séminaire. La première partie contient cinq documents développant l'impossible tâche de retracer les origines du concept de la « société civile » et de définir ses frontières conceptuelles. Le second argument, basé sur des expériences concrètes de la République Dominicaine et le Honduras, analyse la façon par laquelle la société civile s'articule elle-même vis-à-vis des autres acteurs sociaux et politiques. Les relations entre l'État et la société civile sont examinées grâce à des expériences recueillies par le Mouvement pour la Paix en Colombie et par le Centre pour les Études Sociales (CES) Padre Juan Montalvo en République Dominicaine. Le chapitre 4, qui développe la façon par laquelle la société civile combat la pauvreté, est composé de neuf articles plutôt brefs, exposant diverses expériences dans sept pays. Une seule contribution examine l'impact des médias sur la culture de la région, et le dernier chapitre, avec deux articles, tente de dégager les implications du développement de la société civile en Amérique Latine et aux Caraïbes pour l'apostolat social des jésuites dans la région. Je présente maintenant quelques unes des principales questions discutées dans ce livre.

La renaissance de la société civile en tant que concept politique et comme expression d'une nouvelle pratique politique, peut être attribuée, selon l'argumentation du livre, au développement de la modernité dans le monde occidental (41), à l'effondrement du marxisme occidental (31), et, plus récemment, à la faillite dans le gouvernement des états démocratiquement élus (97).³ En fait, il y a

¹ Basé sur le même séminaire et livre : Mario Serrano, S.J., *La Sociedad Civil : Aportes y Desafíos*, Centro de Estudios Sociales Padre Juan Montalvo SJ, Santo Domingo, 2002, pp. 52.

² Comme prévu, le pays d'accueil (la République Dominicaine) a fait le plus grand nombre d'interventions, huit en tout. Les pays suivants : le Venezuela, la Colombie, l'Argentine et l'Honduras firent chacun deux interventions ; le Mexique, le Guatemala, Porto Rico, le Pérou, le Brésil et le Chili, une intervention chacun. Étaient aussi représentés : la Bolivie, le Paraguay, le Belize, la Guyane, le Nicaragua et la Jamaïque.

³ Mealla ajoute à ces raisons l'émergence de mouvements populaires en Europe orientale contre la tyrannie de l'oppression soviétique (67), raison qui trouve un écho chez un théoricien politique indien (Chandhoke : 1995 ; 27).

plus de raisons « fonctionnelles » en ce qui concerne ce nouvel intérêt pour la société civile. La première est le besoin de chercher des canaux viables pour orienter les énergies des divers mouvements sociaux privés de direction idéologique et pour permettre aux voix des exclus d'être entendues dans l'espace politique de la société civile. La seconde est la nécessité de contrebalancer l'orthodoxie néo-libérale du marché, qui s'efforce impitoyablement de dépouiller l'Etat de ses principales obligations, et de revendiquer par conséquent, un rôle plus représentatif pour la société civile. Enfin, la troisième est d'éliminer pour toujours de nos sociétés la brutalité et la contagion de la violence, qui a laissé une traînée de mort et de désespoir parmi les pauvres. Négociation, consensus, participation, hétérogénéité et réseau deviennent des mots qui résonnent dans le nouveau système.

Constatant la presque totale impossibilité de trouver une définition, claire et opérationnelle de la société civile acceptable par tous, le Groupe de Travail en présente une explication énumérant quelques unes de ses plus importantes caractéristiques (108-11). Le concept de société civile comporte dans un premier temps,

une conception démocratique de la société dans laquelle ses citoyens sont conçus comme des sujets de décisions à travers lesquelles la vie publique se constitue, le système politique (les règles du jeu) y sont établies, et les instruments pour l'exercice du pouvoir politique sont définis, principalement les fonctions exécutives, législatives, judiciaires et électorales de l'Etat, ainsi que les [garanties] de la sécurité sociale et de la citoyenneté (108).

La société civile présuppose aussi la sphère politique comme étant un espace de définition des objectifs collectifs et politiques. Cela demande finalement, « un lien nécessaire entre éthique et politique » (108). A partir de ces traits principaux, le Groupe de Travail poursuit en décrivant la société civile comme étant plurielle, dans le sens que « tous les intérêts légitimes ont un espace et acquièrent des droits et des obligations » (111), et démocratique puisqu'elle

utilise la négociation et le dialogue pour atteindre les décisions publiques à l'intérieur de la structure d'un Etat légalement constitué, et en excluant l'utilisation de la force et de la violence pour imposer des intérêts particuliers ou privés par rapport au reste de la société ... [quoiqu'] elle accepte la diversité et les conflits comme partie intégrante d'une société complexe et pluraliste (112).

Deux éléments, selon J. Olvera Rivera, caractérisent la société civile :

un composant institutionnel défini fondamentalement par la structure des droits dans les États-providence contemporains, et un élément actif et transformant, constitué par les nouveaux mouvements sociaux (32).

Au sujet de la question cruciale de la relation société civile/partis politiques, les opinions semblent se diviser entre ceux qui conçoivent cette relation en termes minimalistes – la société civile influence, contrôle et vérifie les pratiques de l'État – et celles qui attribuent à la société civile la fonction de promouvoir les organisations politiques (les partis) capable de gouverner la société selon un projet social acceptable (111).

Le consensus fait défaut dans la détermination des types d'organisation qui constituent la société civile. Des paroles plus fortes sont réservées pour les secteurs ONG, et j'ai quelque intérêt à mettre en relief ce point en détail. Nombre de participants parlent avec prudence de la rapide colonisation du secteur ONG par la Banque Mondiale (55), ou, comme Mealla l'affirme, de l'effort de celle-ci

pour démobiliser l'opposition [des ONG] à sa politique (71). Dans la même ligne critique, Cela se plaint de la direction individualiste (charismatique ?) et du clientélisme de plusieurs ONG (92). Le même auteur mentionne explicitement le nouveau Cheval de Troie du « secteur tertiaire » revêtu des fastes des mantras de la direction et de la commercialisation, qui s'est effectivement introduit en fraude au sein du secteur ONG par les manipulations adroites de Peter Drucker et d'autres (74-5). Cela évalue aussi positivement le rôle de l'Eglise vis-à-vis de la société civile (79-80) et l'action d'institutions comme Caritas (81-4). En parlant du rôle positif joué par le concile de Vatican II en accordant l'autonomie à la société civile, une comparaison maladroite a été faite, encore qu'involontairement, entre le rôle positif du christianisme dans la séparation de la société civile du domaine religieux, et la position négative tenue par d'autres religions comme l'islam ou le judaïsme.⁴ Je trouve l'allusion quelque peu indélicate. La montée des tendances religieuses fondamentalistes, théocratiques et exclusives est malheureusement un trait commun de toutes les religions organisées, incluant le christianisme et l'hindouisme.

Les expériences d'articulation de divers sujets et organisations de la société civile dans la République Dominicaine (Pérez, 115-20 ; et Guzman, 132-5) et au Honduras (Casolo, 121-31) sont des portraits schématiques des différentes tentatives pour intégrer les forces éparpillées de la société civile afin de mener à leur terme des objectifs spécifiques. Une tentative similaire, sous un autre titre, est analysé dans le troisième chapitre, où sont décrits le rôle de la société civile dans le processus de paix en Colombie (141-52) et les expériences accumulées durant des années de patient travail du CES en République Dominicaine (153-61). La quatrième section sur la société civile et la lutte contre la pauvreté promet beaucoup mais n'est pas à la hauteur. Elle comprend une collection disparate d'articles : de l'exposé de Marchetti sur les liens entre les stratégies de la Banque Mondiale sur la réduction de la pauvreté et la question de la dette extérieure, aux réflexions générales sur la nature de la pauvreté (Garcia), le cas intéressant des communautés de l'Ixcan résistant à l'expropriation, et d'autres contributions plus courtes. Les deux dernières sections contiennent un article stimulant (Bisbal) sur le rôle médiateur de la communication de masse, sans apparente connexion avec le thème général du livre, un compte-rendu historique de la mission sociale de la compagnie de Jésus au Chili (Soto), et une contribution sur la relation entre la société civile et la Compagnie de Jésus (Lestienne).

Je débute mes observations critiques du livre en reconnaissant la limite de l'espace qu'impose une recension, ainsi que le manque d'expérience personnelle sur la réalité socio-économique de l'Amérique Latine qui rend mes commentaires hésitants et provisoires. Ce qui me semble évident, et qui doit être affirmé dès le début, est que le Séminaire et le livre qui l'accompagne doivent être loués sans ambiguïté comme l'expression d'une réflexion sérieuse et engagée, par les jésuites et leurs collaborateurs, sur la pertinence de la société civile à lutter contre la pauvreté et l'injustice dans les sociétés démocratiques. Cette tentative est l'énième preuve, s'il en était besoin, du trait qui a toujours caractérisé l'action sociale des jésuite en Amérique Latine : une intime relation entre les expériences de base et la réflexion intellectuelle (idéologique).

Je commence mon argumentation en notant que l'effondrement de la foi du peuple envers les structures politiques démocratiques (partis politiques, bureaucratie, pouvoir judiciaire) et envers les «méta-discours» est aussi un phénomène répandu en Asie et, je prends le risque d'ajouter, dans le monde entier. En ce qui concerne la première question, nous pouvons déclarer en toute sécurité que la méfiance envers « la politique pure » est devenue un phénomène général. En me limitant à la scène asiatique, je dois rappeler que le Japon a été empoisonné par de continuelles révélations sur les sombres liens entre les politiciens, le système bancaire et un ensemble fermement contrôlé

⁴ « L'islam, en grande partie, et quelques sectes juives, semblent incapables de faire la distinction entre les sphères politiques, raciales, sociales et religieuses » (80).

d'entreprises oligopolistiques. Deux présidents philippins ont été accusés de corruption et démis de leur fonction. La Malaisie de Manathir, l'Indonésie de Suharto, et des politiciens indiens bien connus ont été impliqués, à maintes reprises, dans des irrégularités financières et des escroqueries. L'extrême mépris de la classe politique indienne pour tout semblant de responsabilité a été accompagné d'une obsession de faire de la politique une affaire de famille où les règles de la succession familiale au pouvoir ont été scrupuleusement suivies. Ce que je veux souligner c'est que l'existence d'un « vide politique » ou une crise de confiance populaire envers la politique organisée ou professionnelle, est un phénomène commun demandant une analyse plus profonde de ses causes. Regarder la montée soudaine de la société civile comme un moyen pour les masses dépossédées de combler le vide laissé par les partis politiques, laisse un certain nombre de questions fondamentales sans réponses.

L'urgence d'analyser ce « vide politique » naît du fait que le manque de foi envers le processus politique n'est pas tout à fait sans relation avec le rejet des idéologies totalisantes. En fait, divers groupes puissants, épousant des formes hindoues, musulmanes ou chrétiennes de fondamentalismes religieux, ont récemment rempli ce vide politique. Au même moment, des groupes plus « démocratiques » ont été écartés avec vigueur. Que cela nous plaise ou pas, ces groupements déclarent avec force représenter les vraies aspirations de la société civile. Le processus de reporter au centre de la scène de la société civile une idéologie religieuse totalitaire, exclusive et dominée par les hommes, a été soutenu, financé et méticuleusement planifié par l'État (Iran, Inde, Népal, Indonésie et Sri Lanka) ou a pris la forme de groupes clandestins engagés dans une guerre ouverte de harcèlement (Philippine, Indonésie, Pakistan). Aucune des contributions du livre n'a examiné sérieusement comment le fondamentalisme religieux a occupé avec succès le vide politique laissé par la brusque sortie du socialisme et du nationalisme⁵. Le fondamentalisme (religieux) est une question tout à fait pertinente par rapport à notre discussion sur la société civile pour, au moins, deux raisons fondamentales. Premièrement, tous ces groupes sont motivés par des idéologies claires, et cela conduit évidemment au besoin d'une « idéologie » ou d'un « principe structurel » bien défini, (Bayart : 1986 ; 117) pour l'efficacité des mouvements sociaux, en particulier, et de la société civile en général. Deuxièmement, ces groupes, et les organisations fondamentalistes hindoues en sont un excellent exemple, n'ont aucun scrupule à rechercher le pouvoir politique comme une de leurs plus importantes ambitions.

A la lumière de ce qui a été affirmé plus haut, je voudrais signaler quelques limites de la démarche ébauchée dans le livre. La première est la réticence, qui n'est pas partagée de la même façon par tous les auteurs, à affronter directement l'« incivilité » de la société civile (Chandhoke : 1995), à savoir, l'existence de nombreux groupes au sein du large éventail de la société civile avides de faire mains basses sur la totalité du projet démocratique. Les partisans musulmans de la *jihad*, les fanatiques hindous défenseurs d'un âge d'or du passé, hiérarchisé et exploiteur, ou les chrétiens évangéliques défenseurs d'une supériorité religieuse chrétienne sans mesure, ne réclament pas seulement un poste comme étant un droit légitime dans la société civile, mais se sont emparés, en jubilant, du radicalisme embrassé par des partis de gauche il y a quelques années et aujourd'hui tourné en dérision par la majeure partie de la société civile. Il me semble naïf d'insister sur la pluralité de la société civile sans exposer en même temps ces caractéristiques « inciviles ».

Mon second commentaire est en relation avec le premier. Sous couverture de pluralisme, d'hétérogénéité et de démocratie se cache une soi-disant répugnance à « identifier l'ennemi », une

⁵ Le manque de place ne me permet pas de traiter cette idéologie créative et puissante qui a nourri d'innombrables mouvements vers l'indépendance en Asie et en Afrique après la seconde guerre mondiale. Il n'est pas tout à fait déplacé de lier les mouvements fondamentalistes d'aujourd'hui aux aspirations non réalisées des nouvelles formes de « nationalisme ».

anxieuse impatience à se libérer d'une confrontation directe avec lui et même d'agir selon les règles du jeu instaurées par lui. On sait qu'un des principes ou caractéristiques de la société civile est l'« autorégulation », c'est à dire « le concept de la société civile non seulement n'apporte pas une nouvelle utopie, mais n'assume pas non plus le rôle d'acteurs universels » (30). La peur d'en finir avec la menace des démons homogénéisants des régimes militaires ou socialistes du passé, a donné naissance à une ample permissivité qui permet désormais aux nouveaux démons (le fondamentalisme, et le capital outrancier transnational) d'entrer dans les projets sociaux par des moyens détournés. Ce paradoxe reflète une certaine confusion : d'une part les capacités de l'État à gouverner sont sérieusement remises en cause, et d'autre part on se base sur les prémices que la société civile dépend pour son existence des règles fondamentales conçues par l'État. Des termes comme « classe » et « capitalisme » ont été complètement exorcisés de notre discours. Cependant, il me semble, qu'il est impossible de décrire les processus socio-économiques existant dans le monde, et surtout en Asie et en Inde, sans se référer aux attentes de la nouvelle classe moyenne indienne qui, hors des frontières nationales, est parfaitement à l'aise avec l'anglais et le hindi (ou le tamoul dans ce cas), est de plus en plus insensible à la souffrance et à la pauvreté des exclus, et a ingénieusement associé une féroce attitude *capitalo-consumériste* avec le développement et la pratique de nouvelles formes de religiosité. Je trouve peut-être encore plus difficile de comprendre l'omission du terme « capitalisme » pour décrire les ravages (écologiques et humains) que le capitalisme international a causé et qu'il perpète encore dans pratiquement le monde entier. Il est dangereux d'ignorer Gramsci et d'oublier le rôle joué par des sections significatives et puissantes de la société civile en légitimant un État oppressif ; il est grotesque de prendre le contre-pied de Gramsci et postuler qu'une société civile toute nouvelle domestiquera l'État.

Ceci n'est nulle part plus évident que dans les commentaires critiques faits par des intervenants sur le secteur ONG et dont j'ai parlé plus haut. L'expérience du secteur ONG en Inde, à part quelques exceptions remarquables, semble confirmer ce diagnostic plus ou moins pessimiste. Le déplacement de l'« immersion » dans des mouvements populaires au cabinet-conseil, de l'activisme au professionnalisme, de la dépendance sur les ressources des gens à la dépendance excessive à l'égard des fonds étrangers, de l'engagement idéologique au « *projectisme* » pragmatique, ces déplacements sont tous des indications que l'hétérogénéité de la société civile peut masquer des éléments et des forces qui érodent la crédibilité du secteur ONG à la fois pour s'engager dans une critique du système politique existant et pour accompagner des mouvements populaires radicaux.

Comme mentionné précédemment, la section centrale du livre sur le rôle de la société civile à combattre la pauvreté, est décevante. Quoique la caractérisation de la pauvreté dans ses nouvelles dimensions soit juste, le rôle pratique joué par la société civile (et par les jésuites impliqués dans la société civile) a été à peine esquissé. Une des raisons de cette lacune peut se trouver dans la difficulté à combler l'espace entre travailler à l'intérieur d'une structure d'État établie et défier le système donné. Tandis que les collaborateurs ont spécifiquement fait état de la relation de la pauvreté dans la région avec des questions (et structures) plus vastes, comme les mécanismes injustes qui réglementent sur le plan international le commerce et la circulation de capitaux (OMC), le problème de la dette extérieure (FMI), et la tentative systématique de se substituer au mouvement volontaire représenté par les ONG, les ONG pour le développement et le secteur tertiaire (Banque Mondiale), ils ont moins élevé la voix pour décrire le rôle spécifique de la société civile à contester ces structures internationales injustes et politiquement non représentatives. Il y a aussi un certain caractère inévitable qui naît peut-être d'un sentiment d'impuissance à reconnaître que les structures actuelles du marché ne peuvent pas être vraiment mises en question par la société civile. Il est évident que l'institution du « marché » est un élément nécessaire de tout groupe commercial, mais ce qui n'est pas du tout absolu et donné ce sont les conditions qui constituent et régulent le marché. Le slogan « agir localement et penser globalement » est devenu un faux pourvoyeur de vains espoirs. Aurions-

nous alors accepté de façon inconditionnelle notre incapacité à agir globalement et à penser localement ?

Deux dernières remarques s'imposent. Le développement d'identités politiques basées sur la « communauté » est d'une importance cruciale pour comprendre les changements survenus après l'indépendance en Inde (Appadurai : 1997 ; Mahajan : 1998 ; Chatterji : 1995). Beaucoup d'attention a été consacrée à l'examen de l'histoire des mouvements dalit, tribaux et autres (Omvedt : 1993). Ces mouvements « subalternes » (en contraste avec les mouvements dominants ou prétendus tels) ont tenté de définir leurs identités à l'intérieur de la sphère politique. Le changement le plus notable de ces vingt dernières années a été l'incorporation au sein de la scène politique indienne (incluant la politique de parti) de vastes masses d'intouchables, de tribaux, et de groupes de peu avancés socialement. En brisant le modèle hiérarchique de cooptation politique et en développant une perspective horizontale, ces mouvements sont, bien qu'avec de nombreuses limites, de puissants exemples de la proximité sous-jacente existant entre des questions concernant les droits de l'homme, la force et la créativité du mouvement « populaire », et un projet politique non équivoque. Ce sont, selon moi, trois caractéristiques ou critères dynamiques définissant le potentiel de transformation de certains secteurs de la société civile.

Ceci dit, je ne suis pas sûr qu'un tel concept de société civile totalement polysémique, ambivalent et très étendu, puisse être un instrument intellectuel valide pour analyser le moment présent et planifier nos stratégies pour combattre la pauvreté. Il est légitime de parler, comme le fait le livre, des mouvements populaires (ou subalternes), d'associations et de relations à divers niveaux. Il est aussi impératif, comme le suggère le livre, d'accompagner la montée et la chute de nombres de ces mouvements et de nous intégrer dans de nouveaux qui se lèvent partout. Plus que tout autre chose en ces temps confus, il nous faut avoir l'honnêteté de découvrir et de dénoncer l'« incivilité » de la société civile et la vraie identité des ennemis des pauvres. Cela peut paraître un peu rétro, mais ces lignes sont un modeste essai pour soulever une dernière interrogation : ne souffrons-nous pas des effets désastreux causés par une acceptation non critique de la post modernité, du néo-libéralisme et du néo-culturalisme présente chez beaucoup, qui sont par ailleurs intellectuels socialement engagés ?

BIBLIOGRAPHIE

- Appadurai, A. (1997), *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalisation*, Delhi, Oxford University Press. (1996), *Modernité dans le sens large : Dimensions culturelles de la Globalisation*.
- Bayart, J.F. (1986), « Civil Society in Africa », in Chabal, P. (ed) *Political Domination in Africa : Reflections on the Limits of Power*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Chandhoke, Neera (1995), *State and Civil Society : Explorations in Political Theory*, New Delhi, Sage.
- Chatterjee, Partha (1995), *The Nation and its Fragments*, Delhi, Oxford University Press.
- Mahajan, Gurpreet (1998), *Identities and Rights*, Delhi, Oxford University Press.
- Omvedt, Gail (1993), *Dalits and the Democratic Revolution : Dr Ambedkar and the Dalit Movement in Colonial India*, New Delhi, Sage.

Fernando Franco, S.J.
Indian Social Institute
10 Institutional Area, Lodi Road
New Delhi 110 003, INDIA

+91 11 4690 660 (fax)
<franco@unv.ernet.in>

Centro de Estudios Sociales
Apartado 1004
Santo Domingo
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

+1 809 6850 120 (fax)
<est.sociales@codetel.net.do>

Lettre ouverte à George W. Bush

Monsieur le Président,

Je m'appelle John Dear et je suis un prêtre jésuite, directeur de retraites et écrivain. J'ai passé la dernière vingtaine d'années à travailler parmi les pauvres ici et à l'étranger, et à parler contre la guerre et les armes nucléaires. Récemment, j'ai œuvré en tant qu'aumônier au Centre d'Assistance Familiale de New York, où j'ai rencontré plus de 1500 personnes qui ont perdu un membre de leur famille dans le désastre du World Trade Center, ainsi que plus de 500 agents de police, pompiers et sauveteurs du « Niveau Zéro ». J'ai également travaillé comme superviseur pour le programme « d'aide spirituelle » de la Croix-Rouge, contribuant à coordonner plus de 500 aumôniers de toutes les religions.

Je vous écris afin de vous demander de mettre fin immédiatement aux bombardements de l'Afghanistan. Arrêtez de vous préparer pour d'autres guerres ; faites des coupures drastiques dans le budget du Pentagone au lieu de l'augmenter ; levez les sanctions contre l'Iraq ; mettez fin à l'aide militaire en faveur d'Israël et mettez fin à l'appui américain pour l'occupation des territoires palestiniens ; effacez la dette du Tiers-monde ; démantelez toutes nos armes nucléaires et de destruction de masse ; abandonnez les projets pour un Bouclier spatial antimissile ; reconnaissez la Cour pénale et le droit international et fermez nos camps d'entraînement pour terroristes, à commencer par la « School of the Americas » à Fort Benning.

Fidèle à la tradition du Révérend Martin Luther King et de Dorothy Day, je crois que la violence appelle la violence ; que la guerre ne peut jamais résoudre nos problèmes ; qu'aucune guerre n'est juste ; que Dieu ne bénit pas la guerre ; que nous sommes condamnés à être victimes de davantage d'attaques terroristes en conséquence de notre militarisme incessant et des guerres continuelles que nous entreprenons dans le monde.

La seule solution à ces crises internationales est de vaincre le mal par le bien, et non par plus de mal encore. Cela signifie que nous devons gagner le monde avec un amour non-violent. Nous devons changer la ligne de conduite de notre pays, nourrir chaque enfant ou chaque réfugié qui a faim sur notre planète, mettre fin à la pauvreté chez nous et ailleurs, faire cesser toutes les injustices et les aides militaires, créer une nouvelle politique étrangère non-violente qui soit au service de l'humanité et appuie les équipes des Nations Unies qui travaillent à la paix de façon non-violente.

La violence n'est pas seulement immorale et illégale, elle ne permet simplement pas d'atteindre le but recherché. Votre violence globale est vouée à l'échec et mène à encore plus de souffrance parce qu'elle ne fera que provoquer plus d'hostilité partout dans le monde.

Au nom du Dieu de la Paix et de la Compassion, renversez votre élan destructeur et menez le pays dans une nouvelle direction, vers une paix durable et une justice pour tous les peuples de la planète.

J'ai appris que vous êtes un chrétien. Je peux ajouter que je crois que Jésus était non-violent et qu'il était sérieux lorsqu'il nous a demandé de ne pas bombarder nos ennemis mais au contraire de les aimer. De plus, je crois que cela signifie que Dieu est un Dieu de paix et de non-violence. Si vous souhaitez suivre Jésus le non-violent et adorer le Dieu de la paix, vous devez renoncer à cette guerre et prendre le chemin du désarmement, de la justice pour les pauvres et de la guérison de l'humanité. Vous ne pouvez pas servir en même temps le Dieu de la paix et les faux dieux de la guerre.

Je veux que vous sachiez que des millions de personnes dans tout le pays continueront à s'opposer à vos politiques et à vos guerres. Et que nous consacrerons nos vies à pratiquer cette résistance aimante et non-violente à votre manie de faire la guerre. Chaque année je voyage à travers tout le pays et je parle sans relâche en faveur de la paix à des dizaines de milliers d'étudiants et de croyants, et je rencontre un soutien très limité à votre guerre.

Nous allons continuer à prier pour la paix, à marcher pour la paix, à protester pour la paix, à parler pour la paix, à travailler pour la paix, à proposer la paix, et à résister à votre opposition acharnée à la paix. Vous pourriez nous éviter à tous bien des problèmes et d'ultérieures pertes humaines dans le monde en choisissant un autre profil, en adoptant une vision de non-violence, en exerçant un véritable leadership moral et en nous menant dans une nouvelle direction, vers un monde sans guerre, sans famine, sans pauvreté, sans oppression ni injustice. C'est la seule façon de garantir qu'il n'y aura plus d'attaques terroristes. Et ce faisant vous nous aiderez à offrir une vie de paix aux futures générations.

Puisse le Dieu de la paix nous bénir tous.

Sincèrement, John Dear, S.J.

<JohnDearSJ@msn.com> <www.fatherjohndear.org>